

## ARRÊTÉ AB\_774\_2024

Objet : Réparation conduite Télécom pour tirage FO - 174 avenue de Genève

Monsieur le Maire de Bonneville

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212 — 1 et suivants ainsi que les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

VU le Code de la Route,

**VU** le Code de la Voirie Routière :

VU la demande de permission de voirie ;

VU la demande formulée par l'entreprise Élite Fibre Télécom en date du 24 octobre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, pour des raisons de sécurité, d'autoriser l'entreprise Élite Fibre Télécom à occuper le domaine public au droit du n°174 avenue de Genève afin de procéder à la réparation d'une conduite Télécom pour le tirage de la Fibre Optique ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, pour le bon déroulement des travaux, de réglementer la circulation automobile et piétonne au droit du chantier ;

## ARRÊTE

<u>ARTICLE 1</u>: Du lundi 4 novembre 2024 à 8h00 au vendredi 8 novembre 2024 à 17h00 (2 journées sur cette période), l'entreprise Élite Fibre Télécom sera autorisée à occuper le domaine public au droit du n°174 avenue de Genève afin de procéder à la réparation d'une conduite Télécom pour le tirage de la Fibre Optique.

Aucune prolongation ne pourra être accordée à l'entreprise en charge des travaux qui s'engage à restituer le domaine public en parfait état le vendredi 8 novembre 2024 à 17h00 et ce, en raison de l'organisation de la Foire de la Saint-Martin le lundi 11 novembre 2024.

ARTICLE 2: Pour le bon déroulement du chantier, la circulation au droit du n°174 avenue de Genève se fera en chaussée rétrécie alternat manuel (panneaux B15/C18). Toutes les dispositions devront être prises afin de garantir le passage des véhicules de secours, transports collectifs et riverains. Le dépassement sera interdit et la vitesse limitée à 30km/h au droit du chantier.

<u>ARTICLE 3</u>: En raison de cette intervention et sur la durée mentionnée à l'article 1, le cheminement piéton sera interdit et dévié en amont et en aval du chantier. Charge à l'entreprise de garantir un cheminement sécurisé le temps des travaux et baliser la zone d'intervention.

ARTICLE 4: Cette prescription sera matérialisée par la pose d'une signalisation réglementaire à la charge du pétitionnaire qui sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du défaut ou de l'insuffisance de la protection et de la signalisation du chantier. Les prescriptions de la permission de voirie établie par les services de la CCFG devront être obligatoirement respectées. La reprise du béton désactivé portera sur l'ensemble de la plaque concernée par les travaux. Pour ce qui concerne les travaux sous trottoir en pavés. Ceux-ci devront être reconstitués à l'identique par une entreprise «agrée».

<u>ARTICLE 5 :</u> Les dispositions définies par les articles ci-dessus prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Mairie de Bonneville 2, Place de l'Hôtel de Ville - CS 70139 74130 Bonneville Cedex Tél 04 50 25 22 00 - Fax 04 50 25 22 46 courrier@ville-bonneville.fr - www.bonneville.fr <u>ARTICLE 6</u>: Durant l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu de procéder au nettoyage du domaine public et de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances.

A défaut par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, les travaux seront effectués d'office par la Commune aux frais exclusifs des contrevenants après mise en demeure restée sans effet.

**ARTICLE 7**: Toute infraction au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

<u>ARTICLE 8</u>: Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification. L'autorité compétente peut également être saisie d'un recours gracieux qui prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

**ARTICLE 9** : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés, publié au recueil des actes administratifs et copie sera adressée à :

- Monsieur VALLI, Président de la Communauté de Commune Faucigny Glières ;
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie ;
- Monsieur le Commandant du Corps des Sapeurs-Pompiers de Bonneville ;
- Entreprise Elite Fibre Télécom ;
- Services municipaux;

Fait à Bonneville, le

Le Maire Stéphane VALLI